

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 02/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Orion Engineered Carbons

Route départementale 21a
BP 98 Les grands champs
13130 Berre-L'étang

Références :MF-D-2025-0213

Code AIOT : 0006401011

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2025 dans l'établissement Orion Engineered Carbons implanté Route Départementale 21F - BP 98 Les Grands Champs - 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 14/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale coup de poing "perte d'utilités".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Orion Engineered Carbons
- Route Départementale 21F BP 98 Les Grands Champs 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006401011
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ORION Engineered Carbons est une société reprise en 2018 par un groupe américain, fabricant du noir de carbone destiné à différentes applications industrielles, dont la fabrication de batterie Li-ion. Cette activité est liée à la production d'acétylène du vapocraqueur de Lyondell Basell. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 5 janvier 1998, récemment mis à jour par arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2023.

Thème de l'inspection :

- Action régionale sur la perte d'utilité électrique (AR – 6)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois
3	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'Inspection a constaté une non-conformité portant sur l'absence de maintenance sur les onduleurs qui permettent d'assurer un secours électrique pour des process et équipements devant être secourus. En conséquence, l'Inspection propose à M. le Préfet, en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société ORION ENGINEERED de respecter ces prescriptions dans un délai donné.

De plus, deux non-conformités constatées nécessitent des justificatifs et actions correctives de la part de l'exploitant. En conséquence, l'Inspection demande à l'exploitant, sous deux mois à compter de la réception du présent rapport, de :

- transmettre le justificatif de la durée de l'autonomie des trois onduleurs ainsi que du groupe électrogène ;
- transmettre le justificatif de la quantité de fioul du groupe électrogène ;
- assurer la formation du personnel pour la mise en œuvre de la procédure de mise en sécurité pour l'unité principale ainsi que de la procédure d'utilisation du groupe électrogène en cas d'incident électrique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions régionales, Alimentation en énergie, stratégie et mise en sécurité
Prescription contrôlée : <u>Utilités.</u> L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.
Constats : Le site dispose de deux fournisseurs d'électricité distincts : <ul style="list-style-type: none">- L'alimentation électrique de l'installation historique de production de poudre de noir de carbone est assurée par LyondellBasell.- L'alimentation électrique de la nouvelle installation de wet beading (production de pellets de noir de carbones) est assurée par EDF. En cas de défaillance électrique : <u>1- Installation de l'installation de production de poudre de noir de carbone</u> <ul style="list-style-type: none">- Le site dispose de 2 transfos redondants alimentés par LyondellBasell. En cas de défaillance électrique, un onduleur prend le relais pour assurer l'arrêt de la production et la mise en sécurité des installations. L'exploitant présente la liste des installations secourues par l'onduleur, en particulier : l'automate de sécurité, les écrans de contrôle, la vanne de sécurité positive pour arrêter l'arrivée de l'acétylène, l'ouverture des 4 vannes d'inertage à l'azote et des 3 vannes assurant l'arrivée d'eau de refroidissement (eau du canal de Provence). <ul style="list-style-type: none">- Il existe une ligne directe entre les salles de contrôle LyondellBasell et Orion.- La mise en sécurité est de l'ordre de la minute.- L'exploitant dispose d'un point d'entrée chez Lyondell Basell pour connaître la durée prévisionnelle d'indisponibilité. <u>2- Installation de wet beading</u> <ul style="list-style-type: none">- La production de pellets s'arrête. La matière première est redirigée vers l'installation de production de poudre (installation énergétiquement indépendante). Un groupe électrogène prend le relais pour assurer la protection physique de l'installation : maintien de la rotation du sécheur, maintien d'une entrée d'air dans la chambre de combustion pour poursuivre la ventilation, maintien d'une entrée d'eau pour assurer la protection du mixeur.

<ul style="list-style-type: none"> - Les moyens de détection (alertes visuelles) de la défaillance électrique des installations de production sont un point d'entrée dans l'automate de sécurité. - Le site dispose d'un onduleur qui assure le relais électrique pour continuer à visualiser l'automate de sécurité. - L'exploitant ne dispose pas d'un point d'entrée chez EDF pour connaître la durée prévisionnelle d'indisponibilité. <p>3- <u>Bureaux et laboratoire</u> Le site dispose d'un onduleur pour le secours électrique des bureaux et du laboratoire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Actions engagées pour la mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions régionales, Mise en sécurité - Procédures & Consignes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 59« Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente la procédure de mise en sécurité pour l'unité principale ainsi que la procédure d'utilisation du groupe électrogène en cas d'incident électrique.</p> <p>Le personnel doit être formé à l'application de ces procédures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de justifier la formation du personnel pour la mise en sécurité des installations.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions régionales, Mise en sécurité - Pérennité = 48h ?
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Article 56 - Utilités.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p> <p>Art. 64 - Équipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente la procédure de mise en sécurité des installations datée d'août 2024.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la durée de l'autonomie des trois onduleurs et du groupe électrogène.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'Inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence du groupe électrogène sur la zone de wet beading. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la quantité de fioul du groupe électrogène. Il démarre le groupe électrogène pour justifier de son fonctionnement. Le groupe électrogène a été installé en juillet 2024, la vérification périodique n'a pas encore eu lieu.

- la présence des trois onduleurs : un au niveau de la zone du wet beading, un au niveau du poste de commande et le dernier au niveau du laboratoire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de justifier : - la durée de l'autonomie des trois onduleurs et du groupe électrogène - la quantité de fioul du groupe électrogène.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions régionales, Maintenance et test
Prescription contrôlée : Art. 52 « Maîtrise des procédés. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement. Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie. Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter des rapports de vérification récents pour les onduleurs. Les derniers dateraient de 2019. Lors de la visite terrain, les voyants « entretien » de l'onduleur de la zone de wet beading et celui de la partie bureau/laboratoire sont éclairés, prouvant l'absence de maintenance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois